

Parti Evangélique Suisse (PEV)

Secrétariat général

Nägelligasse 9

3000 Berne 7

Tél. 031 351 71 71

Fax 031 351 71 02

info@evppev.ch

Office fédéral de la santé publique
Unité de direction Assurance maladie et
accidents
Division Surveillance de l'assurance
Hessstrasse 27^E
3003 Berne

Berne, le 16 mai 2013

**Initiative populaire « Pour une caisse publique d'assurance-maladie » et contre-projet indirect
(Modification de la loi fédérale sur l'assurance –maladie ; LAMal)
Réponse du Parti Evangélique Suisse (PEV)**

Monsieur le Conseiller fédéral,
Madame, Monsieur,

Le PEV vous transmet ses remerciements quant à la possibilité de s'exprimer sur l'initiative mentionnée et le contre-projet relatif et vous fait volontiers part de ses remarques.

Le PEV en tant que partie prenante à la coalition de soutien à l'initiative « Pour une caisse publique d'assurance-maladie » **soutient la création d'une institution nationale unique** afin de permettre de **diminuer les frais administratifs liés à la concurrence et au marketing**. Le PEV est convaincu qu'une institution nationale unique offre une solution appropriée aux problèmes de hausse des primes sans préterir la qualité des prestations, ni remettre en question les efforts de maîtrise de coûts. Le PEV voit un avantage considérable à la création de cette caisse unique et soutient par conséquent cette initiative.

La question soulevée par l'initiative met le peuple devant le choix entre une caisse unique et un système concurrentiel. Dans le cas du rejet de l'initiative, le PEV estime que le contre-projet doit se limiter à apporter des améliorations au système concurrentiel afin de freiner la hausse constante des coûts administratifs et promotionnels.

Le **principe de réassurance présenté n'est pas satisfaisant** : le PEV estime qu'il s'agit d'un mélange entre le système concurrentiel et une caisse unique qui ne permet d'atteindre aucun objectif. La question de la **sélection des risques n'est pas éliminée**, mais très légèrement atténuée ce qui est franchement insuffisant pour un système dit solidaire. Bien que le projet de loi mentionne que la réassurance devrait être confiée à l'institution commune LAMal, remplissant déjà les tâches relatives à la compensation des risques, un niveau administratif supplémentaire serait créé. Or cela ne va pas sans **frais administratifs supplémentaires** et par conséquent un report sur les primes des assurés. Cela n'est pas admissible alors que l'on

cherche justement à diminuer les coûts administratifs et leur report sur les assurés. **Le PEV rejette par conséquent le principe de réassurance.**

En ce qui concerne **la compensation des risques**, le PEV estime qu'il s'agit d'un instrument utile dans un système concurrentiel, afin de mettre un frein à la sélection des risques. Le PEV juge que les améliorations proposées sont pertinentes et, en cas de refus de l'initiative, peut **se prononcer en faveur** de celles-ci.

Le PEV **soutient le principe de la séparation** de l'assurance de base et de l'assurance complémentaire en deux entités juridiques séparées. Le PEV souligne toutefois que la mise en œuvre de ce principe ne doit en aucun cas générer des frais administratifs supplémentaires.

Nous vous remercions pour la prise en compte de notre opinion ainsi que pour le précieux travail accompli et vous transmettons, Monsieur le Conseiller fédéral, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

PARTI EVANGELIQUE SUISSE (PEV)



Président du parti
Heiner Studer



Secrétaire général
Joel Blunier